



**CONVENTION DE MUTUALISATION DE SERVICES ENTRE SÈTE AGGLOPÔLE
MÉDITERRANÉE ET LA COMMUNE DE MONTBAZIN
POUR LE RAMASSAGE DES ENCOMBRANTS
ANNEE 2023**

ENTRE D'UNE PART :

Sète agglopôle Méditerranée sise « Le Président » - 4 avenue d'Aigues – BP600 – 34110 FRONTIGNAN

Représentée par Madame Laurence MAGNE, Vice-présidente déléguée à l'Economie circulaire et collecte, traitement et valorisation des déchets ; Développement de l'enseignement supérieur, formation et insertion professionnelle, innovation et recherche, agissant en vertu d'un arrêté n°2020-045 du Président en date du 31 Juillet 2020 et dûment habilitée par décision du Président du 08/03/22 (DP 2022 - 066).

Ci-après dénommée Sète agglopôle Méditerranée

ET D'AUTRE PART :

La Commune de Montbazin, sise Hôtel de Ville, 1 place de la Mairie, 34560 Montbazin, représentée par son Maire en exercice, Josian RIBES, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 08/02/2023

Ci après dénommée la Commune

PREAMBULE

Sète agglomération méditerranéenne a en charge la collecte et le traitement des déchets ménagers dans leur ensemble. Dans la mesure où les encombrants sont produits par les ménages, ils sont assimilables aux déchets ménagers. Ils sont inclus dans la compétence de Sète agglomération méditerranéenne.

Cependant, dans un but de meilleure gestion de ce service public et afin de rationaliser ses coûts, il est proposé de procéder à une mutualisation de service, au sens de l'article L. 5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, entre la ville de Montbazin et Sète agglomération méditerranéenne afin que la collecte des encombrants soit assurée par la commune. La commune est la mieux à même de remplir cette mission, elle dispose des moyens adaptés et du personnel nécessaire pour effectuer cette prestation dans des délais compatibles avec les attentes des usagers de ce service public.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention a pour objet, conformément à l'article L. 5211-4-1 IV du CGCT, et dans un souci de bonne organisation et de rationalisation des services, de préciser les conditions et modalités de mutualisation d'un service de la Commune au profit de Sète agglomération méditerranéenne dont elle est membre, dans la mesure où ces services sont nécessaires à l'exercice des compétences liées à la gestion de la collecte des encombrants.

ARTICLE 2 : SERVICES ET MATERIELS MIS A DISPOSITION

Le service d'enlèvement des encombrants est défini de la manière suivante :

- est désigné comme « encombrant » tout déchet dont un ménage souhaite se débarrasser mais qu'il ne peut transporter en déchèterie en raison de son volume qui excède celui du coffre d'une voiture de type berline,
- les encombrants issus des professionnels ne sont pas pris en charge par le service mutualisé de ramassage des encombrants,
- pour bénéficier d'un enlèvement d'encombrant, l'usager doit au préalable prendre rendez-vous auprès de sa commune d'appartenance,
- Après convenance du rendez vous entre le particulier et le service chargé de la collecte des encombrants, l'usager déposera, aux jours et heures arrêtés, l'encombrant sur le domaine public (trottoir) en vue de son enlèvement.

La Commune met partiellement à la disposition de Sète agglomération méditerranéenne ses moyens, à savoir un véhicule de type camion benne de moins de 3,5 tonnes et deux agents de la commune.

Les moyens humains et matériels mis à disposition et précisés à l'alinéa précédent pourront, en tant que de besoin, être modifiés par avenant d'un commun accord entre les parties, et ce en fonction de l'évolution des besoins respectifs constatés pour les parties.

Les DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques) seront triés par le service apporteur du reste des encombrants, et déposés dans les bacs réservés DEEE en déchetterie. Les meubles seront également triés par le service apporteur du reste des encombrants dès lors qu'existera une benne réservée aux déchets d'ameublement.

ARTICLE 3 : SITUATION DES AGENTS EXERCANT LEURS FONCTIONS DANS LES SERVICES MIS A DISPOSITION

Les agents de la Commune mis à disposition de Sète agglomération méditerranéenne demeurent statutairement employés par la ville dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Ils effectuent leur service, pour le compte de Sète agglomération méditerranéenne bénéficiaire de la mise à disposition de service, selon les quotités et les modalités prévues par la présente convention.

ARTICLE 4 : INSTRUCTIONS ADRESSEES AUX RESPONSABLES DES SERVICES MIS A DISPOSITION

Conformément aux dispositions de l'article L. 5211-4-1 IV du Code Général des Collectivités Territoriales, le président de Sète agglomération méditerranéenne peut adresser directement, aux agents mis à disposition, toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches et des missions qui leur sont confiées.

En outre, ces agents procéderont à la collecte et au transport jusqu'à la déchèterie de tous les encombrants qu'ils constateront déposés sur le Domaine Public.

Le Président de Sète agglomération méditerranéenne contrôle l'exécution des tâches et missions ainsi réalisées.

ARTICLE 5 : RAPPORT TRIMESTRIEL PRODUIT PAR LA COMMUNE

Les agents de la commune affectés au service d'enlèvement des encombrants, tiennent à jour des feuilles d'intervention journalières qui précisent le temps de travail consacré à l'activité et la nature des interventions effectuées pour le compte de Sète agglomération méditerranéenne. Les feuilles d'intervention journalières sont conservées par la commune qui les tient à disposition de Sète agglomération méditerranéenne.

La commune produit un rapport trimestriel des interventions réalisées pour le compte de la CABT. Le rapport trimestriel comporte les éléments d'information suivants par intervention : adresse, jour, durée réelle de l'intervention (temps de l'intervention sur site, temps de roulage et temps de vidage à la déchèterie et poids si la déchèterie est équipée d'un pont bascule ou volume, par type de déchets).

La table de conversion ci-dessous permet de convertir les volumes en poids :

Tout venant/encombrants = 0.2 tonne / m³

Ferraille = 0.2 tonne / m³

Carton = 0.06 tonne / m³

Bois = 0.15 tonne / m³

Inertes = 1.4 tonne / m³

Déchets électroniques = 0.125 tonne / m³

Mobilier = 0.085 tonne / m³

Dans le cas où des déchets collectés ne seraient pas sur la liste ci-dessus, il convient de se rapprocher du service déchets afin de convenir d'un commun accord la masse volumique.

Le rapport trimestriel est transmis aux directeurs des services techniques de la Commune et de Sète agglomération méditerranéenne.

Le rapport trimestriel est contrôlé par le service déchets de Sète agglomération méditerranéenne.

En cas d'accord, le rapport validé par Sète agglomération méditerranéenne est transmis à la commune pour émission du titre de recettes.

En cas de désaccord, le service déchets en fait part à la commune en justifiant les raisons de son désaccord.

ARTICLE 6 : Tri des déchets

Les services techniques des communes doivent opérer le tri des déchets dans le strict respect des consignes données par Sète agglomération méditerranéenne.
Les flux suivants devront être obligatoirement triés :

Les meubles dans la benne éco mobilier - meubles et éléments d'ameublement
Les déchets électroniques dans le ou les caissons à déchets électroniques
Le bois (hors meubles) dans la benne à bois
Les pneumatiques dans la benne à pneumatiques
Le carton dans la benne à carton
Les déchets dangereux dans le caisson à déchets dangereux
Les métaux dans la benne à ferraille
Les déchets inertes dans la benne à déchets inertes
Les encombrants soit dans la benne à encombrants soit si la déchèterie en est équipée dans la benne à encombrants incinérables

Les gardiens sont chargés d'aiguiller vos agents vers les bonnes bennes.

Dans le cas où un flux ne serait pas présent sur une déchèterie, il appartient aux services techniques de la commune de s'orienter vers une déchèterie acceptant le flux concerné.
Les déchets incinérables ne sont pas concernés par cette disposition.

ARTICLE 7 : MODALITES FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION

Conformément aux dispositions de l'article L. 5211-4-1 IV du CGCT, les conditions de remboursement, par Sète agglomération méditerranéenne à la commune, des frais de fonctionnement du service mis à disposition sont fixées de la manière suivante.

Le montant du remboursement effectué par Sète agglomération méditerranéenne à la commune inclut les charges de personnel et frais assimilés (rémunérations, charges sociales, taxes, cotisations, frais médicaux, formation, missions), les charges en matériel divers et frais assimilés (moyens bureautiques et informatiques, véhicules...).

La commune sera remboursée sur la base tarifaire de 190 €/tonne collectée soit 160 €/t pour charges de personnel (deux agents à 23€/heure, 1/2 journée soit 3.5 heures/agent/tonne collectée) et 30 €/t pour frais de matériels (amortissement, gasoil et entretien).

Le coût à la tonne s'applique au tonnage réellement pesé ou au volume converti en poids et déclaré par la commune dans le rapport trimestriel qui a été contrôlé au préalable par Sète agglomération méditerranéenne.

Le montant annuel de la prestation remboursée par Sète agglomération méditerranéenne ne pourra excéder 3 €/habitant DGF.

Le montant prévisionnel pour 2023 est de 1900 €/an correspondant à 10 tonnes qui seraient collectées du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année.

Le remboursement effectué par Sète agglomération méditerranéenne fait l'objet d'un versement trimestriel au vu des rapports produits par la commune pour l'exercice considéré, après validation du service déchets de Sète agglomération méditerranéenne (article 5).

ARTICLE 8 : DUREE DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur à la date d'acquisition du caractère exécutoire de celle-ci et prendra fin le 31 Décembre 2023. Elle portera sur les tonnages collectés en 2023.

ARTICLE 9 : LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal administratif de Montpellier. Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait à Frontignan le 24/04/23

En trois exemplaires.

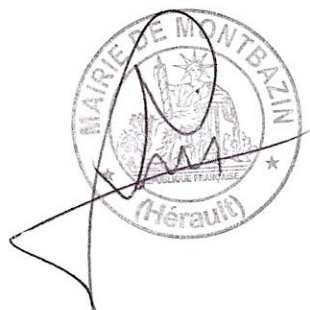
Pour Sète agglomération méditerranéenne,

Pour la commune de Montbazin,

La Vice-présidente,
Laurence MAGNE



Le Maire,
Josian RIBES



ARTICLE 2 : DURES DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à la date d'adoption du caractère exécutoire de celle-ci et prendra fin le 31 Décembre 2023. Elle portera sur les forages collectés en 2023.

ARTICLE 3 : LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Montpellier. Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait à Montpellier le 24/04/23

En trois exemplaires.

Pour le site agricole mentionné, Pour la commune de Montpellier

Le Maire,
Jean KISS

La Vice-présidente,
Louise MARIE